



SPASEEN-FO

*Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
l'Education Nationale*

Montreuil, le 1^{er} juillet 2013

Mesures catégorielles : Une gifle pour les personnels !

La réunion ministérielle du 26 juin a porté sur la déclinaison du protocole proposé par le ministre de l'Education nationale qui prétend faire de la lutte contre les bas salaires une de ses priorités.

Le ministre reconnaît la faiblesse des rémunérations d'une grande partie des agents, principalement en catégorie C, reprenant un constat de **FORCE OUVRIERE**. Cependant les réponses qu'il apporte ne sont aucunement à la hauteur des attentes des agents.

Si hausse des IAT et PFR il y aura, elle ne sera que de 10 euros par mois.
10€ mensuels bruts pour solde de tout compte.

Cette décision est disproportionnée par son ridicule en comparaison avec les besoins réels.

Faut-il rappeler que Vincent Peillon avait, dès son arrivée, confirmé la décision de son prédécesseur de ne pas revaloriser le régime indemnitaire 2012 des personnels administratifs de l'EN ?

Faut-il rappeler au ministre que le gel du point d'indice, depuis 2010, a été annoncé comme reconduit pour 2014 ?

Faut-il rappeler qu'en ne prenant que les chiffres officiels de l'inflation, le recul de notre pouvoir d'achat est de 7,1 % depuis 2010 ?

FO a rappelé au représentant du ministre la réalité des chiffres. Si la revalorisation du point d'indice avait juste suivi le cours de l'inflation depuis 2010 :

Pour un salaire de **1300€** un collègue devrait aujourd'hui percevoir en réalité **1395€**.

Pour un salaire de **1500€** il devrait percevoir **1609€**

Pour un salaire de **1800€** il devrait percevoir **1931€**

Enfin, cette hausse généreuse des indemnités de 10€ mensuels bruts ne remet aucunement en cause l'individualisation du régime indemnitaire puisqu'il s'agit d'une hausse moyenne.

Le ministère refuse d'entendre les personnels et ne propose que quelques rustines comme unique et maigre lot de consolation pour tous.

C'est du mépris ! C'est inacceptable !

Si la CFDT, l'UNSA et le SNALC s'inscrivent dans ces propositions et s'en félicitent, considérant « ce signe non négligeable » comme « un exemple de décision responsable », **FORCE OUVRIERE** refuse cette mesure d'austérité.

Les agents, toutes catégories confondues, sont écoeurés par le manque de reconnaissance de leur travail, de leur investissement. Ils refusent d'être sous-payés.

Pour le **SPASEEN-FO**, si la revalorisation du point d'indice est l'élément central en matière salariale, les revendications des personnels administratifs de l'Education nationale, dont le régime indemnitaire est l'un des plus bas de la Fonction publique d'Etat, **sont légitimes et doivent être entendues !**

Le SPASEEN-FO exige du ministre l'ouverture immédiate de vraies négociations sur la revalorisation du régime indemnitaire pour l'année 2013.

Le **SPASEEN-FO** revendique :

- une vraie augmentation du régime indemnitaire, conséquente et immédiate pour chaque agent,
- la suppression de toutes les formes de modulation indemnitaire et l'attribution uniforme des primes et indemnités,
- l'arrêt du gel des rémunérations et l'augmentation du point d'indice,
- 44 points supplémentaires immédiats pour tous afin de rattraper, en partie, la perte de pouvoir d'achat,
- la revalorisation de la grille indiciaire pour TOUS les agents.

Stop à l'austérité **FO**
Priorité aux services publics